

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

● (1550)

Le dollar canadien est aujourd'hui perçu comme un grand malade. Certains sur le marché des changes l'appellent la banane, car le Canada leur semble bien près d'acquérir le statut de république bananière. Les gens d'en face y voient une plaisanterie, mais je puis vous assurer, monsieur l'Orateur, que cela n'a rien de drôle à mes yeux, car j'ai une certaine fierté nationale. Je veux que l'économie y fonctionne mieux que dans la plupart des autres pays. Cela pourrait se faire, mais tel n'est pas le cas parce que le gouvernement actuel ne s'attaque pas aux problèmes que nous pourrions régler. Si nous avions des problèmes, mais accompagnés d'une certaine croissance économique et de taux moindres de chômage et d'inflation, je pourrais l'accepter. Toutefois, le ministre a probablement lu dans les journaux ce matin que, de l'avis de la Banque des règlements internationaux, le Canada venait au tout dernier rang quant à la croissance de la productivité. Point n'est besoin d'être bon économiste pour comprendre ce qui ne va pas. Il n'est pas nécessaire de comprendre les complexités de l'économie. Le fait que le dollar canadien soit passé de 103c. il y a six ans au cours actuel de 78.39c. est suffisamment éloquent. Et la mauvaise gestion commence ici même avec ce déficit dont il est question aujourd'hui.

De nos jours, monsieur l'Orateur, notre pays est la proie d'une crise de confiance aux niveaux national et international. Je voudrais vous lire ce que M. W. A. Wilson a écrit sur le sujet dans un récent article:

Il est incontestable que ce dont le Canada a le plus besoin aujourd'hui, c'est que la confiance règne à nouveau, car il est peu probable que la relance économique s'amorce dans notre pays tant que le niveau de confiance demeurera aussi faible.

M. Don McGillvray, un journaliste éminent lui aussi, a déclaré:

L'une des lacunes les plus graves du gouvernement à l'heure actuelle est qu'il a perdu toute crédibilité.

Il nous faut rétablir cette crédibilité et cette confiance. Or, le gouvernement demande à la Chambre des communes d'approuver un pouvoir d'emprunt de 6.5 milliards de dollars, mais il se refuse à nous dévoiler à combien s'élèvera le prochain montant qu'il nous réclamera. Il nous laisse savoir qu'il présentera un autre projet de loi réclamant un pouvoir d'emprunt supplémentaire, mais sans vouloir nous en dévoiler l'importance maintenant. Quel indice pareille attitude révèle-t-elle aux gens qui voudraient s'assurer que le gouvernement sait ce qu'il fait? Aucun. Le premier ministre et le ministre des Finances ne font rien pour regagner la confiance.

Le ministre d'État (Finances) (M. Bussièrès) a dit en guise d'introduction que l'économie canadienne était extrêmement vulnérable à l'heure actuelle compte tenu des pressions économiques internationales. Pourquoi le gouvernement et le premier ministre n'essaient-ils pas de regagner la confiance des gens? Depuis quelques semaines, le premier ministre se contente de s'en prendre aux Américains; il rejette la responsabilité de tous nos problèmes sur la Federal Reserve Bank. Pendant la fin de semaine, il a déclaré que l'OTAN était la cause de nos maux. Par contre, le premier ministre et le ministre des Finances ne s'occupent pas des problèmes du Canada. Les efforts que le premier ministre a déployés à Versailles se sont soldés par un échec, c'est évident. Il est allé à Versailles dans l'espoir d'inciter le gouvernement américain à changer son fusil d'épaule dans le domaine monétaire, mais en vain. Il

revient au Canada et il annonce aux Canadiens qu'il n'apportera aucun changement important à sa politique alors que tous les jours, des travailleurs perdent leur emploi et que les Canadiens sont aux prises avec des taux d'intérêt élevés. S'il pensait vraiment que le sommet de Versailles fournirait la solution, comment ose-t-il, de retour au Canada, annoncer que le gouvernement ne modifiera pas beaucoup ses programmes, que tout continue comme avant.

Disons que le dollar canadien est à l'origine d'un grand nombre de ces problèmes. Il constitue d'ailleurs le principal problème au Canada puisque sa chute fait monter les taux d'intérêt qui affligent tous les Canadiens et provoque également l'exode des capitaux qui serviraient à créer des emplois à l'étranger quand nous avons, au Canada, un million et demi de chômeurs. De quoi dépend cette situation? Les Canadiens ont certaines choses qui leur tiennent à cœur, notamment leur pension de retraite. Chaque année, ils font des épargnes en prévision de leur retraite; mais quand ils voient leur pécule menacé à cause d'une action politique qui provoque l'inflation et la baisse de notre niveau de vie, ils cherchent un abri dans des devises plus fortes. Petits et grands entrepreneurs sentent que la politique gouvernementale menace leur avenir; ils exportent donc leur argent afin de répartir les risques. Il leur arrive même de retirer globalement leurs investissements.

Pour démontrer que je n'invente rien, je vais citer quelques chiffres. L'année dernière, les investissements directs des non-résidents étaient en baisse, dans notre pays, de 5.3 milliards de dollars. La même année, les Canadiens investissaient directement à l'étranger 4.9 milliards de dollars, portant à 10.2 milliards les sorties de capitaux. Ces dernières s'élevaient à 2 milliards de dollars par année environ, les deux années précédentes. N'oublions pas, non plus, les sommes d'argent trop petites pour intéresser ceux qui recueillent les statistiques. Ces sorties atteignaient l'année dernière 8.4 milliards de dollars, alors qu'elles se montaient, annuellement, à environ 2 milliards au cours des deux années précédentes. Au total, il y a donc eu en 1981 une fuite de 18.6 milliards de dollars à l'extérieur du Canada, c'est-à-dire 4 fois et demie le niveau précédent, lequel s'établissait à 4 milliards de dollars environ. Pour mieux situer cette somme, disons qu'elle représente une fois et demie les dépenses globales en matière de logement au Canada. Cette somme pourrait servir à la création d'un nombre incroyable d'emplois dans le pays. C'est le genre de situation qu'ont entraînée les politiques du gouvernement.

● (1600)

Pourquoi n'a-t-on pas confiance dans le dollar canadien? Je l'ai déjà dit et je le dirai encore, encore et encore. Pourquoi le dollar canadien est-il si faible? A cause, premièrement, du Programme énergétique national, deuxièmement, de l'attitude face aux investissements étrangers, troisièmement, du budget de l'année dernière, quatrièmement, du déficit élevé du gouvernement fédéral et, cinquièmement, des querelles fédérales-provinciales. Tous ces éléments sont cause de pressions et contribuent aux fuites sans précédent de capitaux dont je viens de parler.

Si la politique était modifiée, le mouvement serait inversé et ces capitaux seraient réinvestis dans notre pays. Les pressions sur le dollar et sur les taux d'intérêt s'atténueraient. Des